



# Assemblée générale

Distr. générale  
28 juillet 2008  
Français  
Original : anglais

---

## Soixante troisième session

Point 93 de l'ordre du jour provisoire\*

### Examen de l'application des recommandations et décisions adoptées par l'Assemblée générale à sa dixième session extraordinaire

## Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

### Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre à l'Assemblée générale le rapport de la Directrice de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) concernant les activités menées par l'Institut d'août 2007 à juillet 2008, ainsi que le programme de travail proposé et le projet de budget pour 2008 et 2009.

À la cinquantième session du Conseil consultatif du Secrétaire général pour les questions de désarmement, tenue du 9 au 11 juillet 2008, le Conseil d'administration de l'Institut a examiné et approuvé le rapport, pour soumission à l'Assemblée générale

---

\* A/63/150.



**Rapport de la Directrice de l'Institut des Nations Unies  
pour la recherche sur le désarmement relatif  
aux activités menées par l'Institut d'août 2007  
à juillet 2008, et projet de programme de travail  
et de budget de l'Institut pour 2008-2009**

*Résumé*

En 1984, l'Assemblée générale a demandé au Directeur de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) de lui faire rapport chaque année sur les activités de l'Institut. À cette fin, la Directrice a établi le présent rapport, qui traite des activités menées par l'Institut d'août 2007 à juillet 2008, pour que le Conseil d'administration de l'Institut l'examine lors de la cinquantième session du Conseil consultatif du Secrétaire général pour les questions de désarmement, tenue du 9 au 11 juillet 2008.

Le programme de travail de l'Institut est resté axé sur trois domaines principaux : sécurité mondiale et désarmement; sécurité régionale et désarmement; et sécurité humaine et désarmement. Ainsi, il traite l'ensemble des problèmes concrets de désarmement, des armes légères jusqu'aux armes dans l'espace.

Une subvention prélevée sur le budget ordinaire de l'ONU garantit l'indépendance de l'Institut. Le Conseil d'administration s'est félicité de l'approbation par l'Assemblée générale d'une subvention pour l'Institut, à prélever sur le budget ordinaire pour l'exercice biennal 2008-2009. En outre, la Directrice rend compte dans le présent rapport des fonds provenant de contributions volontaires versées par des gouvernements et des organismes philanthropiques.

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction .....	1	4
II. Gestion et effectifs .....	2–3	4
III. Subvention inscrite au budget ordinaire de l'ONU .....	4–5	4
IV. Activités récentes et prévues .....	6–58	5
A. Sécurité mondiale et désarmement .....	7–29	5
B. Sécurité régionale et désarmement .....	30–43	9
C. Sécurité humaine et désarmement .....	44–58	11
V. Mise en place de réseaux .....	59–66	14
VI. Publications .....	67–70	17
VII. Activités de recherche prévues pour 2008-2010 .....	71–73	19
<b>Annexes</b>		
I. Recettes et dépenses pour 2006 et 2007 et prévisions pour 2008 et 2009 .....		20
II. Ressources nécessaires : 2006-2009 .....		21
III. Contributions volontaires pour 2006 et 2007 et état pour 2008 et 2009 .....		25
IV. État des prévisions de recettes provenant de contributions volontaires pour 2008 .....		27

## **I. Introduction**

1. Le présent rapport informe le Conseil d'administration des activités que l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) a menées d'août 2007 à juillet 2008 ainsi que du programme de travail proposé et du projet de budget pour 2008 et 2009. La période considérée s'est caractérisée par des contacts et des relations accrus avec d'autres composantes du système des Nations Unies, notamment grâce à deux projets de recherche sur l'évaluation des besoins en matière de sécurité et le désarmement en tant qu'action humanitaire.

## **II. Gestion et effectifs**

2. Pendant la période 2007-2008, le travail de l'UNIDIR a été effectué par un personnel dévoué composé au total de 24 fonctionnaires, dont 2 cadres de direction, 3 membres du personnel d'appui (administratif et technique), 5 membres du personnel de base chargés des tâches fonctionnelles au titre des programmes et 12 chercheurs. En février 2008, M<sup>me</sup> Christiane Agboton Johnson a été nommée au poste de directeur adjoint de l'UNIDIR.

3. L'UNIDIR a poursuivi son programme d'accueil de jeunes chercheurs et a accueilli sept chercheurs venant de six pays. Les femmes sont bien représentées à l'Institut, puisque deux tiers des fonctionnaires, dont la Directrice et la Directrice adjointe, sont des femmes.

## **III. Subvention inscrite au budget ordinaire de l'ONU**

4. Pour le Conseil d'administration, l'octroi d'une subvention permettant à l'Institut de couvrir les dépenses afférentes à la direction et à l'administration continue de revêtir la plus haute importance, tant d'un point de vue financier que pour préserver l'autonomie et l'indépendance de l'Institut. Les membres du Conseil d'administration se sont félicités de l'approbation par l'Assemblée générale, dans sa résolution 62/238, d'une subvention de 485 500 dollars imputable sur le budget ordinaire de l'ONU, au titre de l'exercice biennal 2008-2009 (ajustée pour tenir compte des coûts).

5. Il est nécessaire de veiller en permanence à accroître le montant de la subvention et à l'ajuster en fonction des coûts, pour faciliter l'accroissement des contributions volontaires à l'Institut. Le 24 septembre 2004, pour donner suite à la résolution 58/272 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général lui a soumis à sa cinquante-neuvième session une note portant sur la nécessité de continuer d'octroyer une subvention à l'Institut (A/C.5/59/3/Add.1). En 2005, dans sa résolution 60/89, l'Assemblée générale a recommandé que le Secrétaire général mette en œuvre les recommandations du Bureau des services de contrôle interne et les décisions du Conseil d'administration de l'Institut (tendant à ce que les coûts afférents au personnel permanent de l'Institut soient financés sur le budget ordinaire de l'ONU) et qu'il continue de rechercher, dans le cadre des ressources existantes, les moyens d'accroître le financement de l'Institut. En outre, l'UNIDIR consacre 5 % de ses dépenses en frais généraux versés à l'Office des Nations Unies à Genève

(ONUG) pour des services spécifiques<sup>1</sup> et 15 % de ses dépenses en réserve d'exploitation, conformément aux dispositions régissant les fonds d'affectation spéciale des Nations Unies<sup>2</sup>.

## IV. Activités récentes et prévues

6. Le programme de recherche de l'UNIDIR comporte trois volets : sécurité mondiale et désarmement; sécurité régionale et désarmement; et sécurité humaine et désarmement.

### A. Sécurité mondiale et désarmement

7. L'Institut consacre une grande partie de ses activités aux questions de sécurité mondiale et de désarmement. Il entreprend notamment des recherches sur l'application des traités conclus et sur des négociations potentielles ou en cours, et explore les possibilités d'aller de l'avant dans d'autres domaines.

#### 1. Conférence du désarmement

8. L'UNIDIR continue de participer activement à diverses consultations, discussions et séminaires portant sur des questions concernant les travaux de la Conférence du désarmement.

9. En 2008, dans le cadre de l'initiative des six présidents de la Conférence du désarmement, l'Institut a continué d'organiser des réunions d'information et de discussion sur des préoccupations de fond, de façon à aider les États Membres dans leurs délibérations. Au cours de la période considérée dans le présent rapport, l'UNIDIR a organisé deux réunions sur chacune des questions ci-après : désarmement nucléaire; matières fissiles; sécurité de l'espace; et transparence dans le domaine des armements/désarmement général et complet.

#### 2. Désarmement nucléaire et non-prolifération nucléaire

10. En mai 2008, en partenariat avec le Gouvernement norvégien et l'Initiative relative à la menace nucléaire, l'UNIDIR a organisé un séminaire au cours de la session de 2008 du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, qui avait pour titre « Nouvelles initiatives pour tracer la voie vers un monde exempt d'armes nucléaires ».

11. Le projet, mené conjointement par l'UNIDIR et l'Institut d'études internationales de Monterey sur *les organisations régionales et l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité*, s'inscrit dans le cadre du projet général « Nous préparer pour le désarmement nucléaire »; il a abouti à la production d'un document intitulé « Application de la résolution 1540 (2004) : le rôle des organisations régionales », publié sous la direction de Lawrence Scheinman.

<sup>1</sup> Services énoncés dans les mémorandums d'accord avec la Division de l'administration et la Division des services de conférence de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG), en date des 16 mars 2006 et 11 avril 2006, respectivement.

<sup>2</sup> ST/SGB/188 du 1<sup>er</sup> mars 1982 et ST/AI/284 du 1<sup>er</sup> mars 1982.

L'UNIDIR organisera un séminaire à New York vers la fin de 2008, pour discuter des résultats de la recherche.

12. Dans le cadre du projet général intitulé *Nouvelles initiatives pour tracer la voie vers un monde exempt d'armes nucléaires*, l'UNIDIR organise une série de réunions sur les stratégies novatrices propres à favoriser l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Pour mettre à profit les leçons à tirer de sa négociation, l'UNIDIR travaille à la publication d'un livre de Rebecca Johnson qui retrace l'historique de la négociation de ce traité et formule des propositions sur la manière de le promouvoir.

13. En avril 2008, l'UNIDIR a organisé, en coopération avec le Gouvernement français et le secrétariat provisoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE), un séminaire qui avait pour thème « Le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE) et le Traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles : voies royales vers le désarmement ».

14. Également au cours de la session de 2008 du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, l'UNIDIR et l'International Panel on Fissile Material ont accueilli un séminaire sur le thème « Un traité sur l'arrêt de la production de matières fissiles et sa vérification : Rapport intérimaire du Panel international sur les matériaux fissiles ». Le 1<sup>er</sup> juillet 2008, l'UNIDIR a célébré le quarantième anniversaire du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) en organisant un séminaire, en collaboration avec les Gouvernements des pays suivants : États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Irlande et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, ainsi qu'avec deux des premiers négociateurs du Traité : le professeur Jozef Goldblat (Institut international de recherches pour la paix de Genève et UNIDIR) et S. E. Monsieur l'Ambassadeur Mohamed Shaker (Conseil égyptien des affaires étrangères). Le Directeur général de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG) et le Haut Représentant pour les affaires de désarmement ont ouvert le séminaire.

15. L'UNIDIR s'est mis à l'œuvre pour réaliser une étude détaillée sur les aspects politiques et juridiques des approches multinationales du cycle du combustible nucléaire. L'étude, dirigée par M. Yuri Yudin, fera appel à des experts des pays qui ont une expérience du cycle du combustible nucléaire, à des membres de l'International Panel on Fissile Materials et de l'Independent Group of Scientific Experts, et à des spécialistes de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

### **3. Missiles et défense antimissiles**

16. De concert avec le Bureau des affaires de désarmement (anciennement Département des affaires de désarmement, l'UNIDIR s'emploie à appliquer la résolution 59/67 de l'Assemblée générale portant sur la question des missiles sous tous ses aspects (Rapport du Secrétaire général, A/61/168). L'UNIDIR a également été prié de fournir des services de consultant au Groupe d'experts gouvernementaux sur la question des missiles sous tous ses aspects (2007-2008), dont les travaux se sont achevés en juin 2008.

#### 4. Armes biologiques et chimiques

17. Le Forum de Genève (l'UNIDIR, le Bureau de la Société des Amis auprès des Nations Unies et l'Institut universitaire de hautes études internationales) a tenu au fil des ans une série de réunions sur la question des armes biologiques. Dans le cadre de cet effort, l'Institut a organisé en décembre 2007, conjointement avec le Gouvernement suisse, une réunion pour examiner les rapports sur les résultats des recherches consacrées à la participation aux mesures de confiance dans le cadre de la Convention sur les armes biologiques, qui avait pour thème « Renforcer la confiance concernant la Convention sur l'interdiction des armes biologiques et toxiques : la marche à suivre ».

18. Au Forum de Genève, il y a eu également un débat sur le thème suivant : « How arms control's past shapes its future: biological disarmament as a case study » (Maîtrise des armements ou comment le passé détermine l'avenir – l'exemple du désarmement biologique).

19. Le 12 juin 2008, l'UNIDIR a participé à un séminaire sur la Convention sur les armes biologiques, que le Bureau des affaires de désarmement a organisé à Genève à l'intention des pays francophones, notamment ceux d'Afrique, pour promouvoir l'universalisation de la Convention.

#### 5. Technologies spatiales et droit de l'espace

20. Les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 2008, l'Institut a organisé, en collaboration avec les Gouvernements du Canada, de la Chine et de la Fédération de Russie et avec le concours de la Secure World Foundation et de la Fondation Simons, sa conférence annuelle de deux jours sur la sécurité dans l'espace extra-atmosphérique, qui avait pour thème « Security in space: the next generation » (sécurité dans l'espace : la nouvelle génération). Le rapport de la Conférence a été diffusé le 23 juin 2008 en tant que document officiel de la Conférence du désarmement (CD/1844) et les actes de la Conférence seront publiés plus tard en 2008.

21. En novembre 2007, l'UNIDIR a publié les actes de la Conférence de 2007 sur le thème « Célébrer l'ère spatiale : 50 ans de technologie spatiale, 40 ans de traité sur l'espace extra-atmosphérique ». Le Canada avait déjà fait distribuer un résumé de la Conférence en tant que document officiel (CD/1829, 10 septembre 2007).

22. En marge des réunions de la Première Commission de l'Assemblée générale, l'UNIDIR a organisé, conjointement avec le Global Security Institute, une réunion-débat qui s'est tenue en octobre 2007 sur le thème « Exploring cooperative approaches to security in space » (Réflexion sur les démarches de coopération pour assurer la sécurité dans l'espace).

23. En octobre 2007, l'UNIDIR a participé au Forum organisé par la Conférence des organisations non gouvernementales ayant le statut consultatif auprès des Nations Unies sur le thème « Société civile et espace extra-atmosphérique », où se posait la question suivante : « Qu'en est-il aujourd'hui de l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques? » La Directrice de l'UNIDIR a prononcé le discours inaugural sur la question de la sauvegarde de l'espace.

## 6. Application des traités

24. En 2006-2007, avec le concours du Verification Research, Training and Information Centre, l'UNIDIR a fourni des services de consultants spécialisés au Groupe d'experts gouvernementaux sur la vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification. Le rapport du Groupe d'experts a été publié le 15 août 2007 (A/61/1028). En juin 2008, le Bureau des affaires de désarmement a publié le rapport dans sa Série d'études sur le désarmement (n° 32).

25. En coopération avec le James Martin Center for Nonproliferation Studies de l'Institut d'études internationales de Monterey, l'UNIDIR poursuit un programme de recherche lancé en 2001 qui vise à étudier le rôle des organes régionaux dans la mise en œuvre des traités à vocation universelle. Ce programme, dirigé par Lawrence Scheinman, inclut un bon nombre d'activités concernant l'accent mis maintenant par les organisations régionales sur la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, pour évaluer les avantages de la délégation des activités régionales aux organes régionaux. La première publication, intitulée *Implementing resolution 1540 (2004): The Role of Regional Organizations* (Le rôle des organisations régionales dans l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité), est sortie en juillet 2008.

## 7. Réflexion sur la sécurité et le désarmement

26. L'UNIDIR prépare actuellement une nouvelle édition de son glossaire sur la terminologie de la maîtrise des armements, du désarmement et de la sécurité intitulé *Les termes de la sécurité : un lexique pour la maîtrise des armements, le désarmement et l'instauration de la confiance* (versions arabe, coréenne, espagnole, française et hongroise). La version française peut être consultée sur le site Web de l'UNIDIR.

27. Le projet de recherche pluriannuel de l'UNIDIR sur le thème « Le désarmement en tant qu'action humanitaire : mettre les négociations humanitaires en état de marche » vise à recadrer et repenser les modalités internationales de la maîtrise des armements et du désarmement de façon que les efforts internationaux portent sur des mesures pratiques pour le bénéfice de l'humanité. Quatre volumes de travaux ont été réalisés jusqu'ici dans ce cadre, le plus récent étant *The value of diversity in multilateral disarmament work* (La valeur de la diversité dans le travail de désarmement multilatéral). Dans le cadre du projet, une série d'ateliers sur le thème « Réfléchir autrement à la sécurité humaine » est organisée en collaboration avec le Forum de Genève. Ces ateliers ont pour objet d'engager une réflexion avec les praticiens et autres spécialistes de l'action multilatérale sur les questions auxquelles se heurtent les efforts en matière de désarmement, en vue de les aider à redéfinir ces défis et à y répondre de manière plus novatrice et plus efficace.

28. La participation du secteur privé aux efforts de prévention des conflits trouve un écho de plus en plus favorable aussi bien chez les responsables de la prévention des conflits que dans le monde des affaires. Le projet de l'UNIDIR, intitulé « Creating a new dynamic for public-private partnerships for peaceful and sustainable development: human security and equitable access to resources » (Créer une nouvelle dynamique pour des partenariats entre le public et le privé pour un développement durable et pacifique : la sécurité humaine et un accès équitable aux ressources) et entrepris en collaboration avec la Commission économique pour

l'Europe et l'Université de Genève, a été achevé en mai 2008. Ce projet vise à déterminer dans quelle mesure les entreprises internationales peuvent, en partenariat avec les gouvernements et la société civile, promouvoir le développement et la sécurité; l'Université de Genève produit actuellement la publication dont il doit faire l'objet.

29. La gestion et la sécurité de l'information sont deux éléments de l'ère de l'information dont les incidences sur la paix, la sécurité et le désarmement dans le monde sont considérables. Le troisième numéro du *Forum du désarmement* est consacré aux différents aspects des technologies de l'information et des communications et de la sécurité internationale. En octobre 2007, l'UNIDIR a organisé un séminaire en marge des réunions de la Première Commission de l'Assemblée générale, pour lancer la publication. L'Institut a également organisé un séminaire de deux jours en avril 2008 pour traiter plus à fond de la question des technologies de l'information et des communications et de la sécurité internationale. Vu l'intérêt croissant pour cette question, un choix de communications présentées lors du séminaire seront affichées à la fin de 2008 sur le site Web de l'UNIDIR, sous forme de fichiers sonores. D'autres activités sont prévues sur ce thème pour 2009.

## **B. Sécurité régionale et désarmement**

30. La sécurité régionale a toujours constitué une priorité dans le programme de recherche de l'UNIDIR. Ces dernières années, l'Institut s'est tout particulièrement intéressé à l'Afrique, au Moyen-Orient, à l'Amérique latine, à l'Asie du Nord-Est, à l'Asie du Sud et à l'Asie centrale. En juin 2008, l'UNIDIR et le Gouvernement français ont organisé conjointement un séminaire sur le thème « Maîtrise des armes classiques et désarmement : nouvelles possibilités », qui a particulièrement mis en lumière les aspects régionaux des questions relatives aux armes classiques.

### **1. Maintien de la paix**

31. Pour soutenir les activités de maintien de la paix et réaliser les objectifs énoncés dans la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, l'UNIDIR a entrepris un projet pluriannuel intitulé « Faire participer les femmes aux processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration en améliorant la recherche, la formation et l'éducation ». Ce projet a contribué à l'élaboration d'un certain nombre de cours de formation sur le maintien de la paix et à l'établissement des Normes intégrées de désarmement, démobilisation et réintégration des Nations Unies en recensant les lacunes et les interventions nécessaires pour assurer l'efficacité de ces normes.

32. L'UNIDIR envisage actuellement de mettre au point une stratégie intégrant à la fois les questions de désarmement, démobilisation et réintégration et celles qui concernent les femmes, dans le cadre de son projet « Évaluation des besoins en matière de sécurité »; il s'agira, en particulier, de se concentrer sur les besoins de sécurité des femmes réfugiées ou déplacées au Moyen-Orient et en Afrique.

33. L'UNIDIR est engagé dans un projet pluriannuel visant à élaborer un protocole d'évaluation des besoins en matière de sécurité à l'usage des organismes des Nations Unies confrontés à une situation de sortie d'un conflit ou d'une crise; les choses se déroulent comme prévu. Il s'agit d'aider les grands acteurs du développement après les conflits à évaluer les besoins des populations locales

victimes d'un conflit ou d'autres crises. Cette démarche s'appuie dans une large mesure sur l'interconnexion des connaissances des domaines de la sécurité, de la prévention des conflits, du développement et de l'anthropologie. Des recherches à plein temps ont commencé en septembre 2006, des essais et des recherches préliminaires sur le terrain ont eu lieu au Ghana, en mai 2007, en collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Université du Ghana, et d'autres essais complets ont été effectués au Népal, en mars 2008, en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Un projet de protocole est presque achevé : ses objectifs sont présentés dans un rapport intitulé « The security needs assessment protocol: improving operational effectiveness through community security » (Le protocole d'évaluation des besoins en matière de sécurité : améliorer l'efficacité opérationnelle par la sécurité des communautés), qui a été publié en avril 2008; une conférence sur la sécurité des communautés et l'efficacité opérationnelle a été organisée le 16 juin 2008.

34. La prochaine phase du projet sera de valider en 2009 les capacités du protocole. L'UNIDIR en étudie actuellement les perspectives avec des partenaires potentiels.

35. En 2005, l'UNIDIR a mis en route un projet appuyé par le programme de bourses intra-européennes Marie Curie de la Commission européenne pour étudier les actions de planification de l'Union européenne et des Nations Unies en matière de gestion des crises et de consolidation de la paix. Ce projet porte sur les pratiques optimales, le développement des connaissances interinstitutions et le rôle que pourrait jouer la Commission de consolidation de la paix de l'ONU. L'UNIDIR contribue activement au projet de guide des organismes internationaux de maintien de la paix basés à Genève, mené par le Centre de politique de sécurité de Genève. D'autres activités visant à renforcer les travaux de la Commission de consolidation de la paix sont en cours d'élaboration.

## **2. Amérique latine**

36. Le projet sur le rôle des organisations régionales dans l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité, mené conjointement par l'UNIDIR et l'Institut d'études internationales de Monterey, porte tout particulièrement sur l'Amérique latine et les mécanismes de sécurité de cette région, l'accent étant mis en particulier sur le rôle que l'Organisation des États américains pourrait jouer pour renforcer les capacités de ses États membres à empêcher des acteurs non étatiques de se procurer des armes de destruction massive.

## **3. Asie et Pacifique**

37. Le quatrième numéro de *Forum du désarmement* de 2007 traite des questions de sécurité régionale en Asie centrale, y compris la sécurité aux frontières, les réseaux de trafiquants, la zone exempte d'armes nucléaires dans cette région, la gestion des stocks d'armes légères et la sécurité des ressources.

38. En mars 2008, dans le cadre du projet de protocole sur l'évaluation des besoins en matière de sécurité, un test sur le terrain a été organisé pendant trois semaines à Biratnagar et à Saptari (Népal), avec le concours de l'UNICEF, le groupe ciblé étant les enfants associés aux forces et groupes armés. Les informations concernant les besoins des communautés en matière de sécurité dans ces régions sont recueillies aux fins de publication d'ici à la fin de 2008.

39. Dans le cadre du projet de l'UNIDIR « Aide internationale à la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects », un mécanisme est en cours d'élaboration afin d'assurer une meilleure adéquation entre les ressources et les besoins dans la mise en œuvre de ce programme. Ce mécanisme sera testé en août 2008 dans la région du Pacifique et le mécanisme accessible sur le Web sera intégré dans le Système d'appui à la mise en œuvre du Programme d'action.

#### 4. Moyen-Orient

40. L'UNIDIR continue d'examiner la possibilité de poursuivre ses travaux sur l'instauration d'une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient et, dans un numéro spécial de *Disarmament Forum* consacré à la maîtrise des armements au Moyen-Orient, publié au milieu de l'année 2008, il a étudié les options offertes pour un nouveau dialogue sur cette question.

41. L'Institut a l'intention de tenir en 2009 une série de réunions exploratoires pour réfléchir à ce qu'impliquerait un cadre de sécurité régionale au Moyen-Orient. Ces réunions auront pour objet d'examiner la teneur, la portée et l'implantation géographique d'un éventuel cadre permanent pour la sécurité et le désarmement dans la région.

#### 5. Afrique

42. Dans le cadre du projet « Aide internationale à la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects », des recherches ont été menées en Afrique de l'Est, choisie pour les premiers essais d'un mécanisme visant à assurer une meilleure adéquation entre les ressources et les besoins dans l'application du programme. Les résultats ont paru dans une publication intitulée *Assistance internationale pour l'exécution du Programme d'action des Nations Unies sur le commerce illicite d'armes légères sous tous ses aspects : examen de cas concrets en Afrique de l'Est* (les versions anglaise, espagnole et française sont disponibles sur le site Web de l'UNIDIR).

43. Dans le cadre du projet de protocole sur l'évaluation des besoins en matière de sécurité en mai et juin 2007, des essais ont été menés sur le terrain dans le nord du Ghana. En collaboration avec des experts de l'Université du Ghana, l'équipe de chercheurs a pu mettre au point un modèle opérationnel pour l'application du protocole et recueillir des données qui ont dépassé le champ initialement prévu. De nouveaux essais sont prévus dans la corne de l'Afrique pour 2009-2010.

### C. Sécurité humaine et désarmement

44. L'UNIDIR participe au débat sur la question de la sécurité humaine tant sur le plan théorique que sur celui des politiques générales. Le projet de recherche sur le thème « Le désarmement en tant qu'action humanitaire » est considéré comme une contribution importante aux travaux théoriques en cours sur les nouvelles manières d'aborder la question de la sécurité. Par ses travaux sur les armes légères, les mines terrestres et autres débris de guerre explosifs, les armes à sous-munitions et la

sécurité sanitaire, l'UNIDIR a apporté aussi une précieuse contribution dans ce domaine.

### **1. Forum de Genève : réunions sur les armes légères**

45. Le Forum de Genève est un programme lancé conjointement par l'UNIDIR, le Bureau de la Société des amis auprès des Nations Unies et l'Institut universitaire de hautes études internationales de Genève. L'une de ses activités consiste à organiser à Genève une série de débats sur le contrôle de la dissémination des armes légères. Un certain nombre de séminaires ont été consacrés à cette question, dont l'atelier interne de juin 2008, qui avait pour thème « Forward thinking on a practical implementation agenda for the Programme of Action on Small Arms and Light Weapons » (réflexion prospective sur un agenda concret pour la mise en œuvre du Programme d'action relatif aux armes légères).

46. Au cours de l'année écoulée, le Forum de Genève a tenu sept réunions dans le cadre du Processus de Genève, forum de discussion sur l'application du Programme d'action avec des groupes de travail chargés de questions connexes, dont les domaines thématiques de la troisième Réunion biennale des États pour l'examen de la mise en œuvre du Programme d'action (juillet 2008) et la question générale du fonctionnement efficace de ce processus de réunion des États.

### **2. Renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects**

47. Le PNUD, le Bureau des affaires de désarmement, l'UNIDIR et Small Arms Survey mènent conjointement un projet visant à analyser les rapports présentés au Secrétaire général sur la mise en œuvre du Programme d'action en vue d'évaluer celle-ci et de mieux déterminer où il est le plus nécessaire de renforcer les capacités. Le projet de rapport a été présenté à la troisième Réunion biennale des États et sera publié sous sa forme définitive à la fin de 2008.

48. Le projet de constitution d'une base de données sur le mécanisme de coordination de l'action des Nations Unies concernant les armes légères facilite le regroupement et la diffusion des informations entre les membres parties au mécanisme, les États Membres de l'ONU et le public en général. L'UNIDIR est un membre actif et a élaboré le chapitre relatif aux profils de pays, qui comprend une brève évaluation des besoins et une liste des compétences disponibles dans les États Membres qu'il serait possible de mobiliser aux fins de fournir une assistance.

49. À la suite de demandes présentées par des États Membres lors de la deuxième Réunion biennale des États, tenue en 2005, l'UNIDIR a procédé à des recherches pour évaluer l'ampleur de l'assistance financière et technique demandée et offerte pour l'application du programme. Les premiers résultats de ces recherches, exposés dans une publication intitulée *International assistance for implementing the Programme of Action to Prevent, Combat and Eradicate the Illicit Trade in Small Arms and Light Weapons in All Its Aspects* (Aide internationale à la mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects), ont été présentés à la première Conférence des Nations Unies de 2006 chargée d'examiner les progrès accomplis dans l'exécution du Programme d'action. Un site Web interactif est en cours de construction pour aider à mettre en relation les États ayant besoin d'une assistance

et les États donateurs. Présenté à la troisième Réunion biennale des États, il sera intégré dans le Système d'appui à la mise en œuvre du Programme d'action.

### **3. Ouvrir la voie à un traité sur le commerce des armes**

50. En janvier 2008, le Forum de Genève a tenu un séminaire sur le thème « Next steps towards an arms trade treaty: the group of governmental experts » (prochaines mesures vers un traité sur le commerce des armes : le groupe d'experts gouvernementaux), au cours duquel ont été examinées les questions concernant le prochain traité sur le commerce des armes. En juillet 2008, un séminaire a été organisé sur le thème « Towards an effective arms trade treaty: informal intersessional meeting » (vers un traité efficace sur le commerce des armes : réunion intersessions informelle).

51. Dans son étude en deux parties intitulée « Analysis of States' views on an arms trade treaty » (Analyse des vues des États concernant un traité sur le commerce des armes), l'UNIDIR a compilé et analysé les vues présentées par les États Membres en application de la résolution 61/89 de l'Assemblée générale. L'analyse a été présentée à la Première Commission lors de la soixante-deuxième session de l'Assemblée générale. Les conclusions de la deuxième partie de l'étude, une analyse approfondie des éléments que requiert un traité sur le commerce des armes, ont été présentées à des réunions d'experts et au Groupe d'experts gouvernementaux créé par la résolution susmentionnée.

52. Avec le concours de l'Union européenne, l'UNIDIR organise actuellement pour 2009 des débats régionaux sur des questions concernant un traité sur le commerce des armes. Les préoccupations des États Membres seront, espère-t-on, mieux prises en compte dans un cadre régional que dans de grandes structures multinationales. L'UNIDIR prévoit d'organiser les débats en partenariat avec le Bureau des affaires de désarmement, l'Institut international de recherches pour la paix de Stockholm et la Fondation pour la recherche stratégique.

### **4. Mines terrestres, armes à sous-munitions et autres débris de guerre explosifs**

53. En septembre 2007, l'UNIDIR, en partenariat avec le Gouvernement français, a organisé un séminaire intitulé « The way forward on clusters munitions: humanitarian impacts and international responses » (les moyens d'aller de l'avant en ce qui concerne les armes à sous-munitions : conséquences humanitaires et interventions internationales). Les discussions ont porté sur les conséquences humanitaires des armes à sous-munitions, les moyens d'y réagir efficacement et les interventions de la communauté internationale à ce jour.

54. L'ouvrage de l'UNIDIR intitulé *The Humanitarian Impact of Cluster Munitions* et publié au début de 2008, examine les conséquences humanitaires et socioéconomiques à court et à long terme des armes à sous-munitions pour les populations civiles et se fonde sur des études de cas effectuées au Liban et au Cambodge. L'ouvrage résume la façon dont ces armes bouleversent le quotidien et l'avenir des gens ordinaires.

55. Au début de 2008, l'UNIDIR a lancé un projet intitulé « The road from Oslo: analysis of negotiations to address the humanitarian effects of cluster munitions » (À la suite d'Oslo : analyse des négociations pour lutter contre l'impact humanitaire

des armes à sous-munitions) qui fait suite à la première partie du projet « Disarmament as humanitarian action: making multilateral negotiations work » (Le désarmement en tant qu'action humanitaire : mettre les négociations multilatérales en état de marche). Cette étude de 18 mois permettra de rassembler des informations sur le processus d'Oslo et les autres travaux connexes, notamment ceux de la Convention sur certaines armes classiques, et de tirer des enseignements utiles pour les praticiens de l'action multilatérale. Le projet donnera principalement lieu à des séminaires regroupant des responsables politiques et des acteurs de la société civile et produira une histoire analytique du processus d'Oslo, qui devrait sortir au deuxième semestre de 2009.

56. Le Forum de Genève a organisé un certain nombre de séances informelles de réflexion consacrées aux moyens d'aller de l'avant en ce qui concerne les armes à sous-munitions. En octobre 2007, il a organisé un exposé à l'intention de diplomates sur le thème « Addressing the humanitarian impact of cluster munitions » (Lutter contre l'impact humanitaire des armes à sous-munitions) et, en février 2008, une réunion sur le thème « From Vienna to Wellington: update on the Oslo process on cluster munitions » (De Vienne à Wellington : le point sur le processus d'Oslo concernant les armes à sous-munitions). Des exposés spéciaux sur la question ont été organisés à l'intention des délégations africaines en février et mars 2008 et de nouvelles discussions sont prévues pour fin 2008.

57. Pendant toute l'année 2008, l'UNIDIR a participé à l'exécution d'un projet organisé par le Bureau des affaires de désarmement pour promouvoir l'universalisation de la Convention sur certaines armes classiques; il s'agit d'une activité menée conjointement par l'Union européenne et le Bureau des affaires de désarmement en vue de conférer un caractère universel à la Convention par l'organisation de séminaires régionaux dans diverses parties du monde.

## **5. Prévention de la dissémination des armes auprès de groupes armés non étatiques**

58. Depuis une dizaine d'années, le monde a pris une conscience accrue des dangers que représentent le terrorisme international et les activités de groupes armés non étatiques. En septembre 2007, l'UNIDIR a organisé un séminaire en vue d'examiner cette question d'un point de vue plus général et pour réfléchir aux moyens possibles de promouvoir une approche mieux intégrée. En outre, le premier numéro de *Disarmament Forum* publié en 2008, a abordé les moyens d'associer les groupes armés non étatiques aux processus de désarmement.

## **V. Mise en place de réseaux**

59. L'une des principales fonctions de l'UNIDIR est de coopérer activement avec les institutions spécialisées, les organismes et entités des Nations Unies et d'autres organisations s'occupant de désarmement. L'Institut exécute plusieurs programmes officiels et officieux et a arrêté des dispositions pratiques avec de nombreux instituts, centres et universités dans le monde.

### **A. Constitution d'un réseau électronique**

60. Disarmament Insight (Réflexion sur le désarmement), une initiative conjointe du projet Disarmament as humanitarian action (Le désarmement en tant qu'action

humanitaire) et du Forum de Genève, a été lancé en avril 2007. Ce mécanisme de vulgarisation novateur propose différents outils sur le Web, dont un blog de recherche, régulièrement enrichi de nouveaux articles sur des thèmes variés, ainsi que des liens vers des enregistrements sonores (podcasts) d'interventions aux ateliers organisés dans ce même cadre. En un peu plus d'un an, le site Web de Disarmament Insight a enregistré plus de 30 000 visites (voir figure 1 ci-dessous).

Figure 1  
**Distribution géographique des connexions à Disarmament Insight**



Dans le cadre de ses activités de vulgarisation, l'UNIDIR a également accru sa présence sur le Web en créant des sites d'interconnexion sociale.

#### **Forum du désarmement**

61. L'UNIDIR publie une revue trimestrielle bilingue, *Forum du désarmement*, qui aura 10 ans en 2009. Chaque numéro est consacré à un thème en rapport avec la sécurité et le désarmement et contient des articles rédigés par des experts sur ces questions ainsi que des articles plus succincts sur d'autres sujets. Le journal peut être entièrement consulté en ligne. Désormais, le Réseau sur les relations et la sécurité internationales donne lui aussi accès au texte intégral d'articles parus dans la revue.

#### **L'éducation pour le désarmement**

62. Depuis trois ans, le Forum de Genève organise chaque année un atelier d'une journée conçu pour aider les diplomates récemment arrivés à l'Office des Nations Unies à Genève à se familiariser avec les questions de désarmement et de sécurité. Le dernier, sur le thème Désarmement et maîtrise des armes à Genève : introduction à l'intention des nouveaux diplomates, s'est tenu en février 2008.

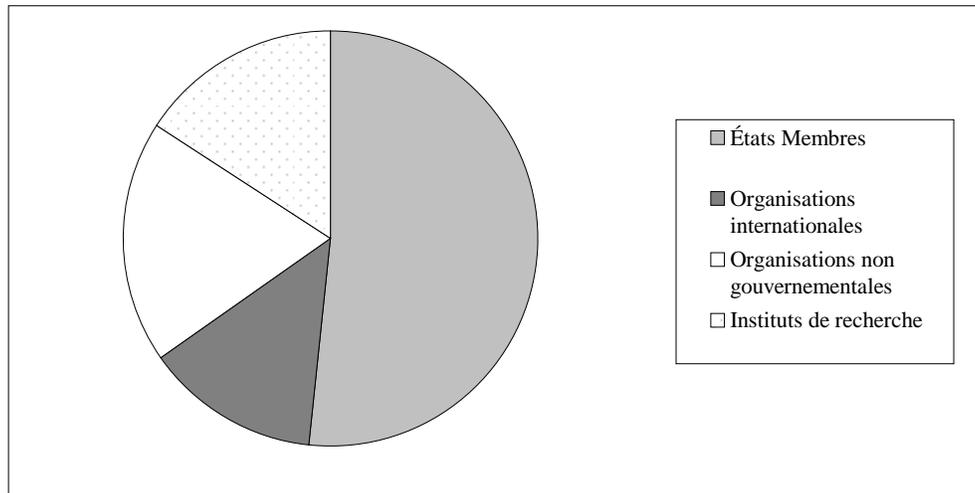
63. Le 30 avril 2008, le Gouvernement japonais et l'UNIDIR ont organisé une activité parallèle sur le thème « Disarmament and Non-Proliferation Education » (L'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération) pendant la deuxième session du Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires à Genève en 2010. Les participants ont examiné les différents moyens pratiques d'enseigner le désarmement et la non-prolifération. Cette activité s'appuyait notamment sur des histoires racontées par les hibakusha – ceux qui ont survécu aux bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki –, et cherchait les moyens d'intégrer des témoignages directs dans les activités d'éducation pour le désarmement. On trouvera

sur le site Web de l'UNIDIR ([www.unidir.org](http://www.unidir.org)) les fichiers sonores des exposés; le rapport sur les travaux du séminaire est accessible à l'adresse suivante : [http://cns.miis.edu/pubs/week/080522\\_edu.htm](http://cns.miis.edu/pubs/week/080522_edu.htm).

### Conférences, séminaires et réunions-débats

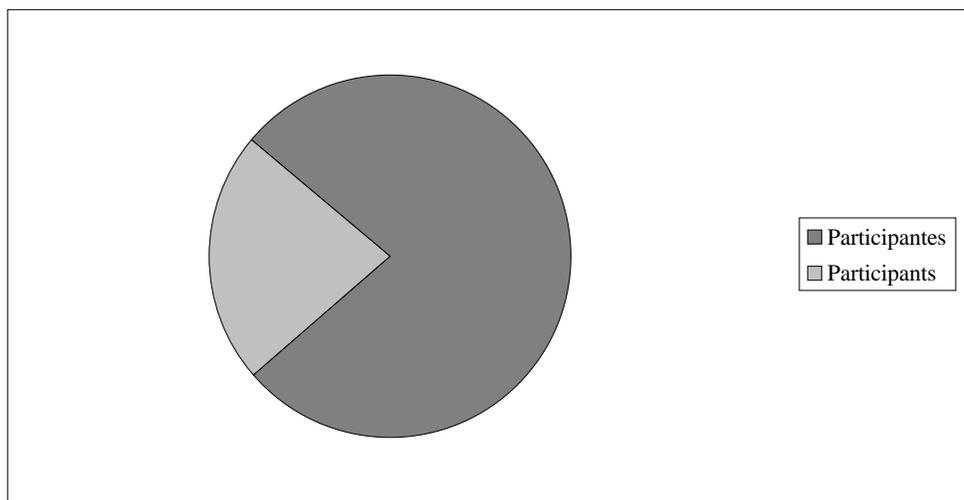
Figure 2

#### Participation aux conférences de l'UNIDIR, 2007-2008



64. L'UNIDIR organise diverses réunions de chercheurs à Genève et dans le monde entier. Elles ont pour objet non seulement d'examiner les questions de sécurité, de maîtrise des armements et de désarmement, mais aussi de promouvoir la coopération avec les instituts de recherche et entre eux dans leurs domaines de compétence. Le Forum de Genève a tenu 23 réunions l'année dernière. Au cours de l'année écoulée, l'UNIDIR a organisé 13 conférences et ateliers à Genève, à New York et à Vienne. L'Institut s'efforce d'assurer l'équilibre entre les sexes lors du choix des orateurs et des experts invités à ses conférences et, à cet égard, il a obtenu des résultats plus satisfaisants pour certaines questions que pour d'autres.

Figure 3  
Ratio hommes-femmes aux réunions de l'UNIDIR



#### Collaboration avec d'autres institutions

65. L'UNIDIR n'a cessé d'accroître le nombre d'instituts qui collaborent à ses travaux de recherche et à ses réunions. En 2007, il est devenu partenaire principal du Réseau sur les relations et la sécurité internationales, dont la maison d'édition fait paraître certaines de ces publications par voie électronique.

#### Programme de bourses et de jeunes chercheurs

66. Le programme de bourses de l'UNIDIR permet à des chercheurs de venir passer entre un et six mois à Genève; ils ont ainsi une occasion exceptionnelle et offrent également à l'Institut la possibilité d'améliorer la qualité de son travail.

## VI. Publications

67. En avril 2008, le programme de publication de l'UNIDIR a inauguré sa nouvelle maquette. Plusieurs nouveaux documents d'information utilisant cette nouvelle identité visuelle sont en cours de préparation.

68. L'UNIDIR fera paraître un grand nombre de publications dans les mois à venir, dont la revue trimestrielle *Forum du désarmement*, notamment le numéro spécial du dixième anniversaire, des ouvrages et des rapports de recherche.

69. Entre juillet 2007 et juin 2008, l'UNIDIR a fait paraître les publications suivantes :

#### Ouvrages

*Celebrating the Space Age: 50 Years of Space Technology, 40 Years of the Outer Space Treaty, Conference Report, 2-3 April 2007* (publication des Nations Unies, numéro de vente : G.V.E.07.08)

*Analysis of States' Views on an Arms Trade Treaty*, Sarah Parker, octobre 2007

*Implications of States' Views on an Arms Trade Treaty*, Sarah Parker, janvier 2008

*The Humanitarian Impact of Cluster Munitions*, UNIDIR, 2008 (UNIDIR/2008/1)

*L'assistance internationale pour l'exécution du Programme d'action sur le commerce illicite des armes légères : examen de cas concrets en Afrique de l'Est*, K. Maze et H. Rhee (anglais et espagnol, mai 2008) (français, juillet 2008)

*The Security Needs Assessment Protocol: Improving Operational Effectiveness through Community Security*, Derek B. Miller et Lisa Rudnick, 2008 (UNIDIR/2008/4)

### Forum du désarmement

N° 2, 2007 : La Commission de la consolidation de la paix

N° 3, 2007 : Les technologies de l'information et la sécurité internationale

N° 4, 2007 : L'Asie centrale à la croisée des chemins

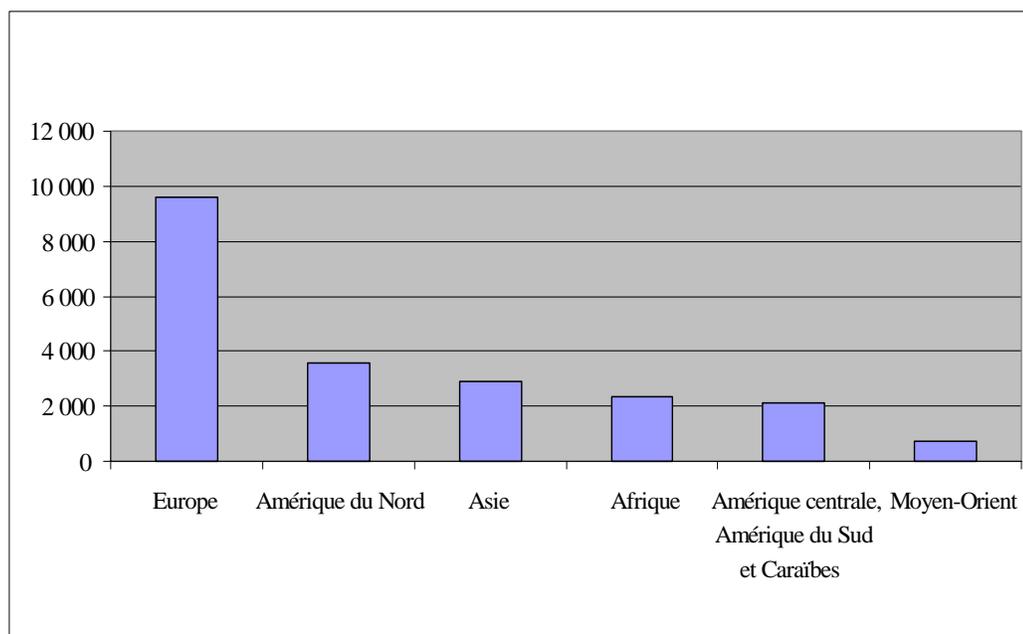
N° 1, 2008 : Les groupes armés non étatiques

N° 2, 2008 : La maîtrise des armements au Moyen-Orient

70. Au cours de la période considérée (juillet 2007-juillet 2008), la diffusion des publications de l'UNIDIR par région se présentait comme suit :

Figure 4

### Diffusion des publications de l'UNIDIR par région (juillet 2007-juillet 2008)



Pendant l'année écoulée, l'UNIDIR s'est efforcé de multiplier ses activités de communication en Asie, dans l'espoir d'obtenir les mêmes résultats qu'en Afrique. Si l'augmentation ne paraît pas énorme par rapport au nombre d'habitants, elle représente cependant un important pourcentage pour l'UNIDIR.

## VII. Activités de recherche prévues pour 2008-2010

71. Le programme de recherche de l'UNIDIR est conçu sur le long terme, avec des activités pouvant durer de deux à cinq ans. Toutefois, un bon nombre des projets comme les réunions ou les analyses sont à brève échéance.

72. Le projet de programme de travail de l'UNIDIR pour 2008-2009 prévoit la poursuite de ses travaux sur les aspects de la sécurité mondiale, régionale et humaine liés au désarmement. On trouvera ci-après les projets de recherche spécifiques pour lesquels l'UNIDIR recherche des financements :

- La négociation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires;
- Les approches multinationales du cycle de combustible nucléaire;
- La sécurité dans l'espace;
- La sécurité de l'information et la guerre cybernétique;
- Le désarmement en tant qu'action humanitaire;
- Le protocole pour l'évaluation des besoins de sécurité;
- Coopération entre l'Organisation des Nations Unies et l'Union européenne pour la consolidation de la paix;
- Les femmes et la sécurité;
- Le cadre de sécurité régional au Moyen-Orient;
- Une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient;
- Analyse des rapports sur l'application du Programme d'action sur les armes légères;
- Programme d'action visant une meilleure adéquation entre les ressources et les besoins pour une assistance internationale efficace;
- Les armes à sous-munitions et le processus d'Oslo;
- L'universalisation de la Convention sur les armes inhumaines;
- Le traité sur le commerce des armes : analyse régionale
- L'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération

73. En outre, l'UNIDIR poursuivra sa tâche au sein du Forum de Genève et par d'autres activités de mise en place de réseaux; il continuera de publier la revue *Forum du désarmement*, dont le numéro spécial du dixième anniversaire paraîtra en 2009.

## Annexe I

## Recettes et dépenses pour 2006 et 2007 et prévisions pour 2008 et 2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

Rubrique	2006	2007	2008 (estimation)	2009 (estimation)
A. Fonds disponibles au début de l'année	1 499,4	1 667,7 <sup>a</sup>	1 667,3 <sup>b</sup>	987,5 <sup>c</sup>
B. Recettes :				
Contributions volontaires et dons publics	2 558,7 <sup>d</sup>	2 104,5 <sup>e</sup>	1 437,6 <sup>f</sup>	822,0 <sup>g</sup>
Subvention de l'Organisation des Nations Unies (budget ordinaire)	223,5	262,0	242,7	242,8
Contributions d'autres organismes	194,5 <sup>d</sup>	18,0 <sup>e</sup>	30,0 <sup>f</sup>	0,0
Intérêts créditeurs	54,4	72,1	50,0	20,0
Recettes accessoires	13,7	12,7	0,4	0,0
<b>Total des recettes</b>	<b>3 044,8</b>	<b>2 469,3</b>	<b>1 760,7</b>	<b>1 084,8</b>
C. Ajustements sur exercice antérieur	-0,1	0,0	-10,0 <sup>h</sup>	0,0
D. Engagement des exercices antérieurs	14,6	0,0	0,0	0,0
E. Montant total des fonds disponibles	4 558,7	4 137,0	3 418,0	2 072,3
F. Dépenses	2 891,0	2 469,7	2 430,5	1 784,5
G. Solde en fin d'année	1 667,7 <sup>a</sup>	1 667,3 <sup>b</sup>	986,5 <sup>c</sup>	287,8 <sup>i</sup>

<sup>a</sup> Dont 284 500 dollars requis comme réserve d'exploitation pour 2006.<sup>b</sup> Dont 292 300 dollars requis comme réserve d'exploitation pour 2007.<sup>c</sup> Dont 293 400 dollars requis comme réserve d'exploitation pour 2008.<sup>d</sup> Voir en annexe III le détail des recettes de l'UNIDIR pour 2006 provenant de sources volontaires.<sup>e</sup> Voir en annexe III le détail des recettes de l'UNIDIR pour 2007 provenant de sources volontaires.<sup>f</sup> Voir en annexe III le détail des recettes de l'UNIDIR pour 2008 provenant de sources volontaires.<sup>g</sup> Voir en annexe III le détail des recettes de l'UNIDIR pour 2009 provenant de sources volontaires. Les prévisions concernant les contributions pour 2009 sont prudentes. On sait par expérience qu'elles seront bien plus élevées, mais il n'est évidemment pas possible de le garantir à ce stade.<sup>h</sup> Ajustement sur la contribution du Mexique (10 000 dollars).<sup>i</sup> Dont 223 900 dollars requis comme réserve d'exploitation pour 2009.

## Annexe II

## Ressources nécessaires : 2006-2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Ressources nécessaires</i>	2006 (1)	2007 (2)	2008 <sup>a</sup> (estimation) (3)	2009 <sup>a</sup> (estimation) (4)	Augmentation/ (réduction) (4-3)
<b>A. Dépenses directes d'administration</b>					
Traitement et dépenses communes de personnel	663,7	461,8	685,5	763,4	77,9
Personnel temporaire autre que pour les réunions	17,4	19,2	25,0	10,0	-15,0
Personnel temporaire pour les réunions	0,8	13,5	15,0	5,0	-10,0
Honoraires et frais de voyage des consultants	112,7	89,4	80,8	50,0	-30,8
Groupes spéciaux d'experts	112,1	122,1	203,2	94,0	-109,2
Contrat de prestations de services individuels	1 714,6	1 490,1	1 129,2	690,5	-438,7
Frais de voyage du personnel en mission	96,7	123,0	141,7	54,3	-87,4
Travaux contractuels d'imprimerie	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0
Formation	0,0	3,3	4,0	4,0	0,0
Services contractuels	1,9	2,4	2,4	2,4	0,0
Représentation	10,4	12,3	13,0	6,0	-7,0
Locaux : location et entretien	0,9	1,1	1,0	1,0	0,0
Location de matériel de bureau	6,6	6,6	7,0	7,0	0,0
Location de matériel de conférence	1,2	0,4	0,5	0,5	0,0
Frais d'entretien	1,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépenses du Comité directeur de projet et du bureau de pays du PNUD	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Frais bancaires	0,6	0,6	0,6	0,6	0,0
Communication	0,0	0,1	1,2	6,2	5,0
Acquisition de matériel de bureau <sup>b</sup>	6,2	1,2	1,0	1,0	0,0
Acquisition de progiciels	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0
Remplacement de matériel informatique	0,2	1,0	0,0	0,0	0,0
Fournitures de papeterie et de bureau	0,0	0,1	0,5	0,5	0,0
Papier pour reproduction interne	9,6	0,0	12,0	12,0	0,0
Abonnements et commandes renouvelables	1,0	1,0	1,2	1,2	0,0
Livres et fournitures pour la bibliothèque	0,0	0,1	0,5	0,5	0,0
Fournitures diverses	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Total A</b>	<b>2 757,9</b>	<b>2 352,2</b>	<b>2 326,3</b>	<b>1 711,1</b>	<b>-615,2</b>
<b>B. Dépenses d'appui aux programmes</b> (5 % du total A, moins la subvention de l'ONU)	133,1	117,5	104,2	73,4	-30,7
<b>Montant total des dépenses (A + B)</b>	<b>2 891,0</b>	<b>2 469,7</b>	<b>2 430,5</b>	<b>1 784,5</b>	<b>-646,0</b>

<i>Ressources nécessaires</i>	2006 (1)	2007 (2)	2008 <sup>a</sup> (estimation) (3)	2009 <sup>a</sup> (estimation) (4)	<i>Augmentation/ (réduction) (4-3)</i>
<b>C. Réserve d'exploitation</b> (15 % des prévisions de dépenses financées au moyen des contributions autres que celles de l'Union européenne, moins la subvention de l'ONU, et 5 % des prévisions de dépenses financées au moyen des contributions de l'Union européenne)	284,5	292,3	293,4	223,9	-69,5
<b>Total général A + B + C</b>	<b>3 175,5</b>	<b>2 762,0</b>	<b>2 723,9</b>	<b>2 008,4</b>	<b>-715,5</b>

<sup>a</sup> Ces chiffres pourront être revus à la hausse lorsque les propositions de financement actuelles seront confirmées.

<sup>b</sup> Les montants prévus pour l'acquisition du matériel de bureau en 2008 et 2009 sont faibles parce que l'UNIDIR met actuellement en place un programme de coopération avec les Sections de l'inventaire et des achats de l'Office des Nations Unies à Genève, qui consistera à recycler le matériel de bureau pour réduire les coûts.

#### A. Dépenses directes d'administration

En attendant que les demandes de collecte de fonds en instance soient approuvées, des montants minima sont prévus pour les programmes de recherche et les dépenses d'administration. Ils seront toutefois majorés au fur et à mesure que des fonds seront reçus.

**Traitements et dépenses communes de personnel : 763 400 dollars.** Le montant prévu permettra de couvrir les traitements du personnel permanent de l'UNIDIR et les dépenses de personnel connexes. La Directrice actuelle quitte son poste dans le courant de l'année 2008 et un nouveau directeur est attendu au début de 2009. En 2009, les effectifs comprendront le Directeur (D-2), le Directeur adjoint (D-1) et deux agents des services généraux. Le montant total prévu à cette rubrique est calculé à partir des coûts salariaux standard applicables à Genève (version 4); il fait apparaître une augmentation de 77 900 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2008, principalement en raison du taux de change dollar/franc suisse et des dépenses d'installation du nouveau directeur.

**Personnel temporaire autre que pour les réunions : 10 000 dollars.** Le montant prévu, en baisse de 15 000 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2008, servira à recruter le personnel temporaire dont les administrateurs de projets pourront avoir besoin en 2009.

**Personnel temporaire pour les réunions : 5 000 dollars.** Le montant prévu permettra de recruter du personnel temporaire pour les réunions que tiendra l'UNIDIR en 2009. Il représente une baisse de 10 000 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2008.

**Honoraires et frais de voyage des consultants : 50 000 dollars.** Le montant prévu permettra de recruter des consultants pour les études concernant le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (30 000 dollars) ainsi que les approches multinationales du cycle de combustible nucléaire (20 000 dollars). Il représente une diminution de 30 800 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2008.

**Groupes spéciaux d'experts : 94 000 dollars.** Le montant prévu, en baisse de 109 200 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2008, servira à couvrir les frais de voyage des experts qui participeront à la Conférence de 2009 sur l'espace extra-atmosphérique (40 000 dollars); aux réunions de groupes d'experts pour le projet relatif à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (8 500 dollars), aux approches multinationales du cycle de combustible nucléaire (13 000 dollars), et à la recherche intitulée « À la suite d'Oslo : analyse des négociations pour lutter contre l'impact humanitaire des armes à sous-munitions » (2 500 dollars); et aux trois séminaires financés par le Gouvernement français (30 000 dollars).

**Contrat de prestations de services individuels : 690 500 dollars.** Le montant prévu permettra de proroger les contrats du personnel de recherche qui travaille sur les projets en cours. En 2000, ces contrats ont été harmonisés avec ceux du personnel permanent de l'ONU et en 2001, les postes concernés ont été classés par le Service du personnel de l'Office des Nations Unies à Genève. En 2002, les traitements ont été augmentés pour porter les traitements nets au niveau des classes correspondantes. Les ressources prévues font apparaître une diminution de 438 700 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2008, car plusieurs projets arrivent à leur terme en 2008. Ce montant sera augmenté à mesure que de nouveaux projets seront établis.

**Frais de voyage du personnel en mission : 54 300 dollars.** Le montant prévu en 2009 est en baisse de 87 400 dollars par rapport aux prévisions de 2008 et servira à financer les voyages afférents aux projets de recherche, notamment l'étude des approches multinationales du cycle de combustible nucléaire (26 000 dollars) et l'analyse des négociations pour lutter contre l'impact humanitaire des armes à sous-munitions (9 000 dollars), ainsi que d'autres types de voyages, comme les voyages pour collecte de fonds (19 300 dollars). La Directrice et le personnel reçoivent des invitations à des conférences et séminaires qu'ils sont obligés de refuser en raison du budget de voyage limité de l'Institut. D'autre part, ils reçoivent des invitations dont les frais sont pris en charge par l'institution hôte. Ces voyages seront parfois combinés avec les missions de l'UNIDIR afin de dégrever l'Institut. Dans la mesure du possible, les voyages pour collecte de fonds seront combinés à d'autres types de voyage.

**Travaux contractuels d'imprimerie : 1 000 dollars.** L'UNIDIR est en train de se forger une nouvelle identité visuelle, ce qui implique notamment la mise au point d'un nouveau format graphique pour ses publications. Le montant prévu permettra d'acheter des photos pour la couverture de ses publications.

**Autres formations spécialisées : 4 000 dollars.** Le montant prévu, égal aux prévisions révisées de 2008, servira à financer les activités de formation continue.

**Autres services contractuels : 2 400 dollars.** Le montant prévu, égal aux prévisions révisées de 2008, servira à prolonger et à diversifier les services contractuels existants concernant le site Web et les services liés au matériel informatique.

**Représentation : 6 000 dollars.** Le montant prévu pour 2009, en baisse de 7 000 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2008, servira essentiellement à financer l'accueil des participants aux séminaires de l'UNIDIR.

**Locaux : location et entretien : 1 000 dollars.** Le montant prévu, égal aux prévisions révisées de 2008, servira à couvrir la location de salles de conférence dans le cadre des missions de recherche sur le terrain qui auront lieu en 2009.

**Location de matériel de bureau : 7 000 dollars.** Le montant prévu, égal aux prévisions révisées de 2008, servira à couvrir la location de photocopieuses et de télécopieurs.

**Location de matériel de conférence : 500 dollars.** Le montant prévu permettra de couvrir les dépenses afférentes au service des conférences de l'UNIDIR en 2009. Il est égal aux prévisions révisées de 2008.

**Frais bancaires : 600 dollars.** Le montant prévu servira à couvrir les frais bancaires en 2009. Il est égal aux prévisions révisées de 2008.

**Communication : 6 200 dollars.** Le montant prévu servira à rembourser l'Office des Nations Unies à Genève pour l'utilisation des téléphones mobiles et fixes et à payer les coûts des communications. Ce montant, en hausse de 5 000 dollars par rapport aux prévisions révisées de 2008, pourrait être revu à la hausse au cas où l'UNIDIR organiserait des missions de terrain.

**Acquisition de matériel de bureau : 1 000 dollars.** Le montant prévu, qui est égal aux prévisions révisées de 2008, permettra à l'UNIDIR d'acheter tout le matériel informatique qu'il ne pourra obtenir selon la modalité décrite à la note b plus haut.

**Fournitures de papeterie et de bureau : 500 dollars.** Le montant prévu, qui est égal aux prévisions révisées de 2008, servira à l'achat de fournitures de bureau en 2009.

**Papier pour reproduction interne : 12 000 dollars.** Le montant prévu sous cette rubrique servira à acheter le papier pour la publication de la revue *Forum du désarmement*. Il est égal aux prévisions révisées de 2008.

**Abonnements et commandes renouvelables : 1 200 dollars.** Le montant prévu, égal aux prévisions révisées de 2008, servira à prolonger les abonnements en cours.

**Livres et fournitures pour la bibliothèque : 500 dollars.** Le montant prévu, égal aux prévisions révisées de 2008, servira à acheter des livres spécialisés.

## **B. Dépenses d'appui aux programmes**

Un montant de 73 400 dollars, représentant 5 % du montant total des dépenses prévues, moins la subvention de l'ONU prélevée sur son budget ordinaire (242 800 dollars), est demandé pour les dépenses d'appui aux programmes en 2009.

## **C. Réserve d'exploitation**

Conformément à l'instruction administrative ST/AI/284, un montant de 223 900 dollars sera retenu au titre de la réserve d'exploitation. Il représente 15 % des prévisions de dépenses pour 2009 financées au moyen des ressources extrabudgétaires, moins les dépenses financées par la Commission européenne, à l'égard desquelles il représente 5 %.

## Annexe III

## Contributions volontaires pour 2006 et 2007 et état pour 2008 et 2009

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Contributions volontaires</i>	2006	2007	2008 <sup>a</sup>	2009 <sup>a</sup>
<b>A. Contributions des gouvernements</b>				
Australie			98 530	
Autriche	82 898		78 864	
Canada	75 862	104 066	15 317	15 000
Chine		35 000	19 985	20 000
États-Unis d'Amérique	43 400	150 000		
Fédération de Russie	49 974	100 000	100 000	100 000
Finlande	23 669	53 763	60 500	60 000
France	333 000	48 300	300 000	300 000
Inde		4 982	5 000	5 000
Irlande		10 000	30 000	
Israël		8 995	10 000	10 000
Japon		30 000	32 625	20 000
Luxembourg	5 974	6 485	7 396	7 000
Mexique	20 000			
Norvège	860 129	495 340	151 000	100 000
Nouvelle-Zélande	12 769		23 788	
Pays-Bas	137 964	257 178	125 603	
République de Corée <sup>b</sup>	30 000		20 000	20 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord		35 440	86 785	
Suède	280 255	289 000	65 000	65 000
Suisse	85 663	59 400	82 000	70 000
<b>Total des contributions des gouvernements</b>	<b>2 041 557</b>	<b>1 687 949</b>	<b>1 312 393</b>	<b>792 000</b>
<b>B. Dons publics</b>				
Commission européenne	448 718	226 749		
Divers	955			
Fondation Marie Curie		121 118	73 700	
Institut universitaire de hautes études internationales	1 922	6 560	3 588	
Northeastern University		3 000		
Simons Foundation	26 154	17 213	38 780	30 000

<i>Contributions volontaires</i>	2006	2007	2008 <sup>a</sup>	2009 <sup>a</sup>
Université de Genève	39 394	41 894	9 174	
<b>Total des dons publics</b>	<b>517 143</b>	<b>416 534</b>	<b>125 242</b>	<b>30 000</b>
<b>Total des contributions volontaires (A + B)</b>	<b>2 558 700</b>	<b>2 104 483</b>	<b>1 437 635</b>	<b>822 000</b>
<b>C. Contributions interorganisations</b>				
Bureau des affaires de désarmement	95 000	18 000	30 000	
Programme des Nations Unies pour le développement	94 483			
Fonds des Nations Unies pour l'enfance	5 000			
<b>Total des contributions interorganisations</b>	<b>194 483</b>	<b>18 000</b>	<b>30 000</b>	<b>0</b>
<b>Total général (A + B + C)</b>	<b>2 753 183</b>	<b>2 122 483</b>	<b>1 467 635</b>	<b>822 000</b>

<sup>a</sup> Ces chiffres pourront être revus à la hausse lorsque les propositions de financement seront confirmées.

<sup>b</sup> La République de Corée a fait deux versements d'un montant de 10 000 dollars chacun, fin décembre 2004 et fin décembre 2005; ces versements ont été enregistrés respectivement en 2005 et en 2006. Le tableau montre une contribution de 20 000 dollars de la République de Corée pour 2008. Cette contribution a été versée en décembre 2007 mais a été affectée en 2008 comme l'avait demandé la Mission permanente de la République de Corée auprès de l'Office des Nations Unies à Genève, dans sa note du 10 décembre 2007, adressée à l'UNIDIR.

## Annexe IV

## État des prévisions de recettes provenant de contributions volontaires pour 2008

(En milliers de dollars des États-Unis)

Donateur	Montant total des contributions	Objet	
		Projets spéciaux	Autres fins (y compris frais d'administration)
<b>A. Contributions des gouvernements</b>			
Australie <sup>a</sup>	98 530	83 751	14 780
Autriche <sup>b</sup>	78 864	67 034	11 830
Canada <sup>c</sup>	15 317	13 019	2 298
Chine <sup>c</sup>	19 985	16 987	2 998
Fédération de Russie <sup>h</sup>	100 000	85 000	15 000
Finlande <sup>a</sup>	60 500	51 425	9 075
France <sup>d</sup>	300 000	41 055	258 945
Inde	5 000	4 250	750
Irlande <sup>a</sup>	30 000	25 500	4 500
Israël	10 000	8 500	1 500
Japon <sup>e</sup>	32 625	27 731	4 894
Luxembourg	7 396	6 287	1 109
Norvège <sup>g</sup>	151 000	40 800	110 200
Nouvelle-Zélande <sup>a</sup>	23 788	20 220	3 568
Pays-Bas <sup>f</sup>	125 603	106 762	18 840
République de Corée <sup>b</sup>	20 000	17 000	3 000
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord <sup>b</sup>	86 785	73 767	13 018
Suède <sup>b</sup>	65 000	55 250	9 750
Suisse <sup>i</sup>	82 000	8 000	74 000
<b>Total des contributions des gouvernements</b>	<b>1 312 393</b>	<b>752 338</b>	<b>560 055</b>
<b>B. Dons publics</b>			
Fondation Marie Curie <sup>j</sup>	73 700	62 645	11 055
Institut universitaire de hautes études internationales	3 588	3 050	538
Simons Foundation <sup>c</sup>	38 780	32 963	5 817
Université de Genève <sup>k</sup>	9 174	7 798	1 376
<b>Total des dons publics</b>	<b>125 242</b>	<b>106 456</b>	<b>18 786</b>
<b>Total des contributions volontaires (A + B)</b>	<b>1 437 635</b>	<b>858 794</b>	<b>578 841</b>

Donateur	Montant total des contributions	Objet	
		Projets spéciaux	Autres fins (y compris frais d'adminis- tration)
<b>C. Contributions interorganisations</b>			
Bureau des affaires de désarmement <sup>d</sup>	30 000	25 500	4 500
<b>Total des contributions interorganisations</b>	<b>30 000</b>	<b>25 500</b>	<b>4 500</b>
<b>Total général (A + B + C)</b>	<b>1 467 635</b>	<b>884 294</b>	<b>583 341</b>
<b>Pourcentage</b>	<b>100,00</b>	<b>60,25</b>	<b>39,75</b>

<sup>a</sup> Au titre de l'assistance internationale pour l'exécution du Programme d'action des Nations Unies.

<sup>b</sup> Affecté à l'étude des approches multinationales du cycle de combustible nucléaire.

<sup>c</sup> Affecté à la conférence consacrée au thème « La sécurité dans l'espace : la prochaine génération ».

<sup>d</sup> Pour le financement du poste de directeur adjoint; 10 000 dollars pour la traduction en français du *Forum du désarmement* et 30 000 dollars pour l'organisation des séminaires en 2008.

<sup>e</sup> Dont 20 625 dollars affectés à l'analyse des rapports des gouvernements sur l'application du Programme d'action; et 12 000 dollars à l'organisation du séminaire sur l'éducation en matière de désarmement et de non-prolifération.

<sup>f</sup> Dont 112 187,50 dollars affectés au projet de protocole pour l'évaluation des besoins de sécurité; et 13 114 dollars au projet intitulé « Le désarmement en tant qu'action humanitaire ».

<sup>g</sup> Dont 100 000 dollars affectés aux activités de base; et 51 000 dollars aux activités relatives à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires.

<sup>h</sup> Dont 10 000 dollars affectés à l'organisation de la conférence « La sécurité dans l'espace : la prochaine génération »; 65 000 dollars à l'étude des approches multinationales du cycle de combustible nucléaire; et 15 000 dollars à l'organisation de la conférence « Les technologies de l'information et de la communication et la sécurité internationale ».

<sup>i</sup> Dont 76 785 dollars affectés aux activités de base; et 10 000 dollars à l'analyse des rapports des gouvernements sur l'application du Programme d'action.

<sup>j</sup> Affecté au projet intitulé « Planification pour la gestion de la crise et la consolidation de la paix : promouvoir les pratiques optimales et les connaissances interinstitutionnelles entre l'Union européenne et les Nations Unies ».

<sup>k</sup> Dont 19 166 dollars affectés au projet intitulé « Créer une nouvelle dynamique pour des partenariats entre le public et le privé pour un développement durable et pacifique : la sécurité humaine et un accès équitable aux ressources ».

<sup>l</sup> Dont 20 000 dollars affectés aux travaux du Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier la question des missiles sous tous ses aspects; et 10 000 dollars à l'analyse des rapports des gouvernements sur l'application du Programme d'action.